

№ 0 0 0 3 4
N°

MINISTERE DES FINANCES

AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET
AAMI/MINFI/CTB-C2D/STADE-C2D/2023 DU

06 SEPT 2023

POUR LA SELECTION D'UN CABINET CHARGE DE REALISER L'AUDIT COMPTABLE ET
FINANCIER DES OPERATIONS SUR FINANCEMENT C2D EFFECTUEES PAR LA CAA AU COURS
DES EXERCICES 2022 A 2029 ET CLOTURE.

Les Services du Candidat auront pour objet d'exprimer une opinion professionnelle indépendante sur la régularité, la sincérité et l'effectivité des états comptables et sur la conformité des opérations au-regard des règles et procédures applicables, y compris, entre autres, les trois contrats de désendettement et de développement et leurs avenants, le manuel de procédures techniques, administratives et comptables du STADE-C2D et du FATEP, le manuel de procédures de paiement sur ressources C2D, les conventions d'affectation et manuels de procédure des programmes C2D, et les notes techniques et financières transmises au CTB-C2D, relatives aux mouvements du comptes BEAC et aux comptes de pilotage gérés par la CAA.

L'auditeur devra accorder une attention particulière au risque de fraude, de corruption ou de conflit d'intérêts.

Le présent audit a pour objectifs de permettre à l'auditeur d'exprimer une opinion professionnelle sur les éléments suivants :

- les états financiers¹ du Projet / Programme donnent une image fidèle, dans tous leurs aspects significatifs, des dépenses effectivement engagées et des recettes effectivement perçues pour le Projet / Programme au cours de la période couverte par l'audit ;
- les fonds alloués au Projet / Programme sont, dans tous leurs aspects significatifs, utilisés conformément aux conditions contractuelles applicables ; les dépenses respectent les règles de bonne gestion financière, appréciées notamment au regard des critères d'éligibilité (cf. Annexe 1 – Nomenclature des constats et anomalies).
- le système de contrôle interne mis en place et utilisé par l'Entité afin de gérer les risques liés à la réalisation des objectifs du Projet / Programme a été conçu de façon adéquate et a fonctionné efficacement au cours de la période couverte par l'audit ;

L'auditeur devra également formuler des recommandations sur les différents aspects de l'audit.

La mission portera de manière spécifique sur l'audit comptable et financier des activités de la CAA, en tant qu'organisme payeur du C2D. Il s'agira, entre autres, de :

- ✓ auditer les montants payés par les programmes et par nature économique ;
- ✓ vérifier la régularité des documents comptables et financiers ;
- ✓ donner un avis sur la traçabilité des dépenses effectuées et le respect du circuit fiduciaire ;
- ✓ évaluer les outils de gestion et de comptabilisation des opérations utilisés par l'organisme payeur et proposer les mesures nécessaires à leur renforcement, le cas échéant ;
- ✓ évaluer la célérité et l'efficacité du système de paiements mis en place et leurs impacts sur les programmes ainsi que les motifs de rejet des paiements des prestataires étrangers par les Banques commerciales et la BEAC
- ✓ vérifier que les dispositions juridiques et fiscales des Contrats C2D ont été respectées, notamment en matière

¹ Le terme générique « états financiers » est utilisé quel que soit le format utilisé par l'Entité : bilan et compte d'exploitation / de résultat, situation d'exécution budgétaire, tableau emplois-ressources, etc.

- d'impôts et taxes, le traitement fiscal applicable aux rémunérations versées au personnel et aux consultants dans les différents programmes ;
- ✓ porter un jugement d'ensemble sur le rôle joué par la CAA sur les Programmes C2D et la sur la qualité des paiements effectués ;
 - ✓ analyser les risques financiers et établir un état des lieux précis et factuel des éventuelles irrégularités constatées ;
 - ✓ dresser un tableau des reliquats des programmes clôturés
 - ✓ vérifier la mise en œuvre des recommandations des précédents audits ;
 - ✓ s'assurer que tous les dossiers, comptes et écritures nécessaires au titre des différentes opérations relatives au C2D ont été tenus et la qualité de ce suivi.

L'analyse comprendra toutes les confirmations, observations et vérifications jugées nécessaires par l'auditeur.

Par ailleurs, l'auditeur est tenu de vérifier, en sus des états financiers, les mouvements de fonds sur les comptes, il s'intéressera aussi aux aspects tels que (i) les soldes à la fin de chaque année d'exécution et (ii) le rapprochement de l'information financière produite par la CAA croisée à celle produites par programmes et par les tableaux de bord de suivi financier produit par le STADE-C2D.

Aussi, l'auditeur devra dégager les principaux acquis et formuler des recommandations d'améliorations qui seront organisées par ordre de priorité, avec la précision des structures auxquelles elles s'adressent et chronogramme indicatif de réalisation. A cet égard, l'auditeur dressera également une situation de la mise en œuvre des recommandations formulées lors des audits précédents.

Le Ministère des Finances invite les Candidats à manifester leur intérêt à fournir les Services décrits ci-dessus.

Cet Appel à Manifestations d'Intérêt s'adresse aux :

- Bureaux d'études Consultants individuels

Les critères d'éligibilité à un financement de l'AFD sont spécifiés à l'Article 1.3 des "Directives pour la Passation des Marchés financés par l'AFD dans les États étrangers", disponibles en ligne sur le site internet de l'AFD : <http://www.afd.fr>.

Dossier de Candidature :

Les candidats intéressés par cet Appel à Manifestation d'Intérêt devront fournir minima :

- ✓ Une lettre de motivation dûment signée, datée ;
- ✓ La déclaration d'intégrité signée (Annexe 1 ci-joint et disponible dans les locaux du Maître d'Ouvrage et sur le site internet de l'AFD : <http://www.afd.fr>) ;
- ✓ L'accord de groupement ou la lettre d'intention de former un groupement et les pouvoirs du mandataire le cas échéant ;
- ✓ Les pièces administratives (statuts, attestation de non-faillite et attestation de non-exclusion des marchés publics)
- ✓ La situation financière ;
- ✓ L'organisation du siège (organigramme, liste du personnel, certification, ...) ;
- ✓ Les références. (dont au moins trois en audit des projets réalisées en Afrique sub-saharienne).

N.B. :

a. Pour être validée, chaque référence en prestation d'audit comptable et financier devra être justifiée par la photocopie du procès-verbal de réception, ou du certificat de bonne fin délivrée par les services du Maître d'Ouvrage, ou de l'attestation de mainlevée de la caution de bonne fin.

b. Une entité ne peut pas être membre de plus d'un groupement

Les Candidats ne peuvent soumettre qu'une seule candidature en leur nom propre ou en Groupement.

Si un Candidat (y compris le membre d'un Groupement) soumet ou participe à plusieurs candidatures, celles-ci seront éliminées. En revanche, un même Sous-traitant peut participer à plusieurs candidatures.

Si le Candidat est constitué en Groupement, la Manifestation d'Intérêt doit inclure :

- ✓ une copie de l'accord de Groupement conclu par l'ensemble de ses membres,
- ou
- ✓ une lettre d'intention de constituer un Groupement, signée par tous ses membres et accompagnée d'une copie de l'accord de Groupement proposé.

En l'absence de ce document, les autres membres seront considérés comme Sous-traitants.

Les références et qualifications des Sous-traitants ne sont pas prises en compte dans l'évaluation des candidatures.

Les Candidats intéressés doivent produire les informations démontrant qu'ils sont qualifiés et expérimentés pour réaliser les présents Services. A ce titre, ils justifieront qu'ils possèdent des références de prestations récentes et similaires.

Le caractère similaire des références sera analysé en fonction :

- ✓ De l'ampleur des marchés ;
- ✓ De la nature des Services ; Les candidats présenteront des références dans les prestations d'audit des projets ou programme publics réalisées dans l'Afrique subsaharienne au cours des trois dernières années ;
- ✓ Du domaine et de l'expertise technique ; Les candidats présenteront des références au sein desquelles ils ont mobilisé une équipe d'experts-auditeurs et préciseront l'articulation en matière de mobilisation des différents profils d'experts mobilisés ;
- ✓ Du contexte géographique ; les candidats présenteront des références en Afrique subsaharienne, les références de mission au Cameroun seront particulièrement appréciées.

La langue utilisée dans le cadre de ces prestations peut être en langue anglaise ou en langue française.

Le Ministère des Finances dressera une liste restreinte de six (6) Candidats maximum, présélectionnés sur la base des candidatures reçues, auxquels il adressera la Demande de Propositions pour la réalisation des Services requis.

Les Manifestations d'Intérêt doivent être déposées à l'adresse ci-dessous, pour le _____
[insérer la date]⁴.

Les dossiers de candidature rédigés en français ou en anglais seront déposés en quatre (04) copies dont (01) original et trois (03) copies marquées comme tels (« copie ») sous pli fermé et scellé au STADE-C2D s/c du Ministère des Finances sis à Nlongkak face OMS au RDC de l'immeuble OYILI, au plus tard le ~~17 OCT 2023~~ à 15 heures. Le dossier de candidature comportera également une version numérique de l'offre, déposée sur une clé USB ou un CD-rom. Les dossiers de candidature devront porter la mention suivante :

NO 0-0031

AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

AAMI/MINFI/CTB-C2D/STADE-C2D/2023 DU ~~05 SEP 2023~~ POUR LA SELECTION D'UN
**CABINET CHARGE DE REALISER L'AUDIT COMPTABLE ET FINANCIER DES OPERATIONS SUR FINANCEMENT
 C2D EFFECTUEES PAR LA CAA AU COURS DES EXERCICES 2022 A 2029 ET CLOTURE.**

« NB : A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement ».

Les Candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse et aux horaires mentionnées ci-dessous : Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Ministère des Finances – STADE- C2D, sis à Nlongkak face OMS au RDC de l'immeuble OYILI, BP : 33232 Yaoundé, Tél. : (237) 22 20 30 58, Email : minfi_ctb_stadec2d@yahoo.com.

⁴ La date indiquée doit être postérieure de trois semaines à la date de publication de l'avis.

Annexe à la Manifestation d'Intérêt
(A fournir signée avec la candidature, sans modification du texte)

Déclaration d'intégrité, d'éligibilité et de responsabilité environnementale et sociale

Intitulé de l'offre ou de la proposition _____ (le "Marché")

A : _____ (le "Maître d'Ouvrage")

1. Nous reconnaissions et acceptons que l'Agence Française de Développement ("AFD") ne finance les projets du Maître d'Ouvrage qu'à ses propres conditions qui sont déterminées par la Convention de Financement qui la lie directement ou indirectement au Maître d'Ouvrage. En conséquence, il ne peut exister de lien de droit entre l'AFD et notre entreprise, notre groupement, nos fournisseurs, entrepreneurs, consultants et sous-traitants. Le Maître d'Ouvrage conserve la responsabilité exclusive de la préparation et de la mise en œuvre du processus de passation des marchés et de leur exécution. Selon qu'il s'agit de marchés de travaux, de fournitures, d'équipements, de prestations intellectuelles (consultants) ou d'autres prestations de services, le Maître d'Ouvrage peut également être dénommé Client ou Acheteur.
2. Nous attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun des membres de notre groupement, ni de nos fournisseurs, entrepreneurs, consultants et sous-traitants, n'est dans l'un des cas suivants :
 - 2.1 Être en état ou avoir fait l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire, de sauvegarde, de cessation d'activité, ou être dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature ;
 - 2.2 Avoir fait l'objet :
 - a) D'une condamnation prononcée depuis moins de cinq ans par un jugement ayant force de chose jugée dans le pays de réalisation du Marché, pour fraude, corruption ou tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché (dans l'hypothèse d'une telle condamnation, nous disposons de la possibilité de joindre à la présente Déclaration d'Intégrité les informations complémentaires qui permettraient de considérer que cette condamnation n'est pas pertinente dans le cadre du Marché) ;
 - b) D'une sanction administrative prononcée depuis moins de cinq ans par l'Union Européenne ou par les autorités compétentes du pays dans lequel nous sommes établis, pour fraude, corruption ou tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché (dans l'hypothèse d'une telle sanction, nous pouvons joindre à la présente Déclaration d'Intégrité les informations complémentaires qui permettraient de considérer que cette sanction n'est pas pertinente dans le cadre du Marché) ;
 - c) D'une condamnation prononcée depuis moins de cinq ans par un jugement ayant force de chose jugée, pour fraude, corruption ou pour tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché financé par l'AFD ;
 - 2.3 Figurer sur les listes de sanctions financières adoptées par les Nations Unies, l'Union Européenne et/ou la France, notamment au titre de la lutte contre le financement du terrorisme et contre les atteintes à la paix et à la sécurité internationales ;
 - 2.4 Avoir fait l'objet d'une résiliation prononcée à nos torts exclusifs au cours des cinq dernières années du fait d'un manquement grave ou persistant à nos obligations contractuelles lors de l'exécution d'un marché antérieur, sous réserve que cette sanction n'ait pas fait l'objet d'une contestation de notre part en cours ou ayant donné lieu à une décision de justice infirmant la résiliation à nos torts exclusifs ;
 - 2.5 N'avoir pas rempli nos obligations relatives au paiement de nos impôts selon les dispositions légales du pays où nous sommes établis ou celles du pays du Maître d'Ouvrage ;
 - 2.6 Être sous le coup d'une décision d'exclusion prononcée par la Banque Mondiale et figurer à ce titre sur la liste publiée à l'adresse électronique <http://www.worldbank.org/debarr> (dans l'hypothèse d'une telle décision d'exclusion, nous pouvons joindre à la présente Déclaration d'Intégrité les informations complémentaires qui permettraient de considérer que cette décision d'exclusion n'est pas pertinente dans le cadre du Marché) ;
 - 2.7 Avoir produit de faux documents ou s'être rendu coupable de fausse(s) déclaration(s) en fournissant les renseignements exigés par le Maître d'Ouvrage dans le cadre du présent processus de passation et d'attribution du Marché.

3. Nous attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun des membres de notre groupement ni de nos fournisseurs, entrepreneurs, consultants et sous-traitants, n'est dans l'une des situations de conflit d'intérêt suivantes :
 - 3.1 Actionnaire contrôlant le Maître d'Ouvrage ou filiale contrôlée par le Maître d'Ouvrage, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'AFD et résolu à sa satisfaction.
 - 3.2 Avoir des relations d'affaires ou familiales avec un membre des services du Maître d'Ouvrage impliqué dans le processus de passation du Marché ou la supervision du Marché en résultant, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'AFD et résolu à sa satisfaction ;
 - 3.3 Contrôler ou être contrôlé par un autre soumissionnaire ou consultant, être placé sous le contrôle de la même entreprise qu'un autre soumissionnaire ou consultant, recevoir d'un autre soumissionnaire ou consultant ou attribuer à un autre soumissionnaire ou consultant directement ou indirectement des subventions, avoir le même représentant légal qu'un autre soumissionnaire ou consultant, entretenir directement ou indirectement des contacts avec un autre soumissionnaire ou consultant nous permettant d'avoir et de donner accès aux informations contenues dans nos offres ou propositions respectives, de les influencer, ou d'influencer les décisions du Maître d'Ouvrage ;
 - 3.4 Être engagé pour une mission de prestations intellectuelles qui, par sa nature, risque de s'avérer incompatible avec nos missions pour le compte du Maître d'Ouvrage ;
 - 3.5 Dans le cas d'une procédure ayant pour objet la passation d'un marché de travaux, fournitures ou équipements :
 - a) Avoir préparé nous-mêmes ou avoir été associés à un consultant qui a préparé des spécifications, plans, calculs et autres documents utilisés dans le cadre de la procédure de passation du Marché ;
 - b) Être nous-mêmes, ou l'une des firmes auxquelles nous sommes affiliées, recrutés, ou devant l'être, par le Maître d'Ouvrage pour effectuer la supervision ou le contrôle des travaux dans le cadre du Marché.
4. Si nous sommes un établissement public ou une entreprise publique, pour participer à une procédure de mise en concurrence, nous certifions que nous jouissons d'une autonomie juridique et financière et que nous sommes gérés selon les règles du droit commercial.
5. Nous nous engageons à communiquer sans délai au Maître d'Ouvrage, qui en informera l'AFD, tout changement de situation au regard des points 2 à 4 qui précédent.
6. Dans le cadre de la passation et de l'exécution du Marché :
 - 6.1 Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas de manœuvre déloyale (action ou omission) destinée à tromper délibérément autrui, à lui dissimuler intentionnellement des éléments, à surprendre ou vicier son consentement ou à lui faire contourner des obligations légales ou réglementaires et/ou violer ses règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime.
 - 6.2 Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas de manœuvre déloyale (action ou omission) contraire à nos obligations légales ou réglementaires et/ou nos règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime.
 - 6.3 Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettrons, offrirons ou accorderons pas, directement ou indirectement, à (i) toute Personne détenant un mandat législatif, exécutif, administratif ou judiciaire au sein de l'Etat du Maître d'Ouvrage, qu'elle ait été nommée ou élue, à titre permanent ou non, qu'elle soit rémunérée ou non et quel que soit son niveau hiérarchique, (ii) toute autre Personne qui exerce une fonction publique, y compris pour un organisme public ou une entreprise publique, ou qui fournit un service public, ou (iii) toute autre Personne définie comme agent public dans l'Etat du Maître d'Ouvrage, un avantage indu de toute nature, pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, afin qu'il accomplit ou s'abstienne d'accomplir un acte dans l'exercice de ses fonctions officielles.
 - 6.4 Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettrons, offrirons ou accorderons pas, directement ou indirectement, à toute Personne qui dirige une entité du secteur privé ou travaille pour une telle entité, en quelque qualité que ce soit, un avantage indu de toute nature, pour elle-même ou pour une autre Personne ou entité, afin qu'elle accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte en violation de ses obligations légales, contractuelles ou professionnelles.
 - 6.5 Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas d'acte susceptible d'influencer le processus de passation du Marché au détriment du Maître d'Ouvrage et, notamment, aucune pratique anticoncurrentielle ayant pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence, notamment en tendant à limiter l'accès au Marché ou le libre exercice de la concurrence par d'autres entreprises.

- 6.6 Nous-mêmes, ou l'un des membres de notre groupement, ou l'un des sous-traitants n'allons pas acquérir ou fournir de matériel et n'allons pas intervenir dans des secteurs sous embargo des Nations Unies, de l'Union Européenne ou de la France.
- 6.7 Nous nous engageons à respecter et à faire respecter par l'ensemble de nos sous-traitants les normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du travail (OIT) et les conventions internationales pour la protection de l'environnement, en cohérence avec les lois et règlements applicables au pays de réalisation du Marché. En outre, nous nous engageons à mettre en œuvre les mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux lorsqu'elles sont indiquées dans le plan de gestion environnementale et sociale fourni par le Maître d'Ouvrage.
7. Nous-mêmes, les membres de notre groupement, nos fournisseurs, entrepreneurs, consultants et sous-traitants, autorisons l'AFD à examiner les documents et pièces comptables relatifs à la passation et à l'exécution du Marché et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par l'AFD.

Nom : _____ En tant que : _____

Dûment habilité à signer pour et au nom de¹ : _____

Signature : _____

En date du : _____

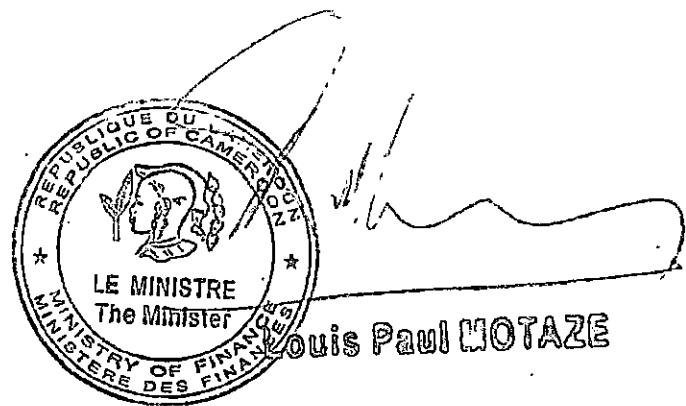
Yaoundé, le – 6 SEPT 2023

LE MINISTRE DES FINANCES

MAITRE D'OUVRAGE DU C2D PILOTAGE

Ampliations :

- SOPECAM (pour publication)
- ARMP (pour publication)
- DG MARKET (pour publication)
- MINFI
- CHRONO
- ARCHIVES
- AFFICHAGE



¹ En cas de groupement, inscrire le nom du groupement. La personne signant l'offre, la proposition ou la candidature au nom du soumissionnaire, le consultant ou le candidat joindra à celle-ci le pouvoir confié par le soumissionnaire, le consultant ou le candidat.

MINISTRY OF FINANCE

NO 0 Q 0 3 1

NOTICE OF CALL FOR THE EXPRESSION OF INTEREST
/AAMI/MINFI/CTB-C2D/STADE-C2D/ 2023 OF0 6 SEPT 2023 FOR THE SELECTION
OF A CABINET RESPONSIBLE FOR PERFORMING THE ACCOUNTING AND FINANCIAL AUDIT OF THE C2D
FINANCING TRANSACTIONS CARRIED OUT BY THE CAA DURING THE 2022 TO 2029 AND CLOSING YEARS.

The Ministry of Finance, contracting authority for C2D-Pilotage, has received funding from C2D, and intends to use part of the amount to carry out accounting and financial audits of C2D programs, including C2D operating bodies including the CAA, the paying agency.

The purpose of the Candidate's Services will be to express an independent professional opinion on the regularity, sincerity and effectiveness of the accounting statements and on the compliance of the operations with the applicable rules and procedures, including, among others, the three debt reduction and development contracts and their addendum, the STADE-C2D and FATEP technical, administrative and accounting procedures manual, the C2D resource payment procedures manual, the financial agreements and C2D program procedure manuals, and the technical and financial notes transmitted to the CTB-C2D, relating to the movements of the BEAC accounts and the steering accounts managed by the CAA.

The auditor should pay particular attention to the risk of fraud, corruption or conflict of interest.

The objectives of this audit are to enable the auditor to express a professional opinion on the following elements:

- the Project / Program financial statements present fairly, in all material respects, the expenditures actually incurred and the revenues actually received for the Project / Program during the period covered by the audit;
- the funds allocated to the Project / Program are, in all material respects, used in accordance with the applicable contractual conditions; the expenditure complies with the rules of sound financial management, assessed in particular with regard to the eligibility criteria (see Appendix 1 – List of findings and anomalies).
- the internal control system put in place and used by the Entity to manage the risks related to the achievement of the Project / Program objectives was adequately designed and operated effectively during the period covered by the audit ;

The auditor will also have to make recommendations on the various aspects of the audit.

The mission will focus specifically on the accounting and financial audit of the activities of the CAA, as the paying agency of the C2D. This will include, among other things:

- ✓ audit the amounts paid by the programs and by economic nature;
- ✓ check the regularity of accounting and financial documents;
- ✓ give an opinion on the traceability of the expenditure made and the respect of the fiduciary circuit;
- ✓ assess the transaction management and accounting tools used by the paying agency and propose the measures needed to strengthen them, if necessary;
- ✓ assess the speed and efficiency of the payment system put in place and their impact on the programs as well as the reasons for rejection of payments from foreign service providers by commercial banks and the BEAC

- ✓ verify that the legal and tax provisions of the C2D Contracts have been complied with, particularly in terms of taxes and duties, the tax treatment applicable to remuneration paid to staff and consultants in the various programs;
- ✓ make an overall judgment on the role played by the CAA on the C2D Programs and on the quality of the payments made;
- ✓ analyze the financial risks and establish a precise and factual inventory of any irregularities observed;
- ✓ draw up a table of the balances of closed programs
- ✓ check the implementation of recommendations from previous audits;
- ✓ ensure that all the files, accounts and entries necessary for the various operations relating to C2D have been kept and the quality of this monitoring.

The analysis will include all confirmations, observations and verifications deemed necessary by the auditor.

In addition, the auditor is required to verify, in addition to the financial statements, the movement of funds on the accounts, he will also be interested in aspects such as (i) the balances at the end of each year of execution and (ii) reconciliation of the financial information produced by the cross-CAA with that produced by programs and by the financial monitoring dashboards produced by STADE-C2D.

Also, the auditor will have to identify the main achievements and make recommendations for improvements which will be organized in order of priority, with the precision of the structures to which they are addressed and indicative timetable for implementation. In this regard, the auditor will also report on the implementation of recommendations made during previous audits.

The of Finance invites Applicants to express their interest in providing the Services described above.

This Call for Expressions of Interest is addressed to: [Select one box only]

- a) Audit Firms b) Individual consultants

The eligibility criteria for AFD financing are specified in Article 1.3 of the "Guidelines for the Award of Contracts Financed by AFD in Foreign States", available online on the AFD website: <http://www.afd.fr>.

Application File:

Candidates interested in this Call for Expression of Interest must provide at least:

- ✓ A cover letter duly signed, dated;
- ✓ The signed declaration of integrity (Appendix 1 attached and available at the Client's premises and on the AFD website: <http://www.afd.fr>);
- ✓ The consortium agreement or the letter of intent to form a consortium and the powers of the agent, if applicable;
- ✓ Administrative documents (statutes, certificate of non-bankruptcy and certificate of non-exclusion from public contracts)
- ✓ The financial situation ;
- ✓ The organization of the head office (organization chart, list of personnel, certification, etc.);
- ✓ The references. (including at least three auditing projects carried out in sub-Saharan Africa).

N.B.:

- a. To be validated, each reference in accounting and financial audit service must be justified by a photocopy of the acceptance report, or the certificate of completion issued by the services of the Project Owner, or the certificate of release of the performance bond.
- b. An entity cannot be a member of more than one group

Applicants may only submit one application in their own name or as part of a Consortium.

If a Candidate (including a member of a Consortium) submits or participates in several applications, these will be eliminated. On the other hand, the same Subcontractor may participate in several applications.

If the Candidate is formed as a Consortium, the Expression of Interest must include:

- ✓ a copy of the Grouping agreement concluded by all of its members,
- Or
- ✓ a letter of intent to form a Grouping, signed by all its members and accompanied by a copy of the proposed Grouping agreement.

In the absence of this document, the other members will be considered as Subcontractors.

The references and qualifications of Subcontractors are not taken into account in the evaluation of applications.

Interested Candidates must provide information demonstrating that they are qualified and experienced to perform these Services. As such, they will justify that they have references of recent and similar services.

The similar character of the references will be analyzed according to:

- ✓ The size of the markets;
- ✓ The nature of the Services; Candidates will present references in the audit services of public projects or programs carried out in sub-Saharan Africa over the past three years;
- ✓ Domain and technical expertise; The candidates will present references in which they have mobilized a team of expert auditors and will specify the articulation in terms of mobilization of the different profiles of experts mobilized;
- ✓ The geographical context; candidates will present references in sub-Saharan Africa, references from assignments in Cameroon will be particularly appreciated.

The language used in the context of these services may be in English or in French.

The Ministry of Finance will draw up a shortlist of a maximum of six (6) Candidates, pre-selected on the basis of the applications received, to whom it will send the Request for Proposals for the performance of the Services required.

Expressions of Interest should be submitted to the address below, for the.....

[insert date].

Applications written in French or English will be submitted in four (04) copies including (01) original and three (03) copies marked as such ("copy") in a closed and sealed envelope at STADE-C2D s/c of Ministry of Finance located in Nlongkak opposite WHO on the ground floor of the OYILI building, no later than ~~17 OCT 2023~~ 15 hours. The application file will also include a digital version of the offer, placed on a USB key or CD-rom. Applications should bear the following statement:

**NO 00031 NOTICE OF CALL FOR THE EXPRESSION OF INTEREST
N° 00031/AAM/MINFI/CTB-C2D/STADE-C2D/ 2023 OF 06 SEP 2023 FOR THE SELECTION OF A CABINET
RESPONSIBLE FOR PERFORMING THE ACCOUNTING AND FINANCIAL AUDIT OF THE C2D FINANCING
TRANSACTIONS CARRIED OUT BY THE CAA DURING THE 2022 TO 2029 AND CLOSING YEARS.**

« NB : To be opened only during the bid opening session ».

Interested Candidates can obtain additional information at the address and at the times mentioned below: Additional information can be obtained during working hours at the Ministry of Finance – STADE-C2D, located in Nlongkak opposite OMS on the ground floor of the OYILI building, BP: 33232 Yaoundé, Tel. : (237) 22 20 30 58, Email: minfi_cib_stadec2d@yahoo.com.

Call for the Expression of Interest



Annex to the Expression of Interest

(To be provided signed with the application, without modification of the text)

Statement of Integrity, Eligibility and Environmental and Social Responsibility

Title of the offer or proposal----- (the "Contract")

To:----- (the "Project Owner")

1. We acknowledge and accept that the Agence Française de Développement (the "AFD") only finances the Project Owner's projects under its own conditions, which are determined by the Financing Agreement which binds it directly or indirectly to the Owner. Consequently, there can be no legal relationship between AFD and our company, our consortium, our suppliers, contractors, consultants and subcontractors. The Project Owner retains exclusive responsibility for the preparation and implementation of the procurement process and its execution. Depending on whether it concerns contracts for works, supplies, equipment, intellectual services (consultants) or other services, the Contracting Authority may also be referred to as Client or Buyer.
2. We certify that we are not, and that none of the members of our association, nor of our suppliers, contractors, consultants and subcontractors, are in any of the following cases:
 - 2.1 Be in a state or have been the subject of bankruptcy, liquidation, judicial settlement, safeguard, cessation of activity, or be in any analogous situation resulting from a procedure of the same nature;
 - 2.2 Have undergone:
 - a) A conviction pronounced less than five years ago by a judgment which has the force of res judicata in the country of performance of the Contract, for fraud, corruption or any offense committed in the context of the award or execution of a market (in the event of such a condemnation, we have the option of attaching to this Declaration of Integrity additional information which would allow us to consider that this condemnation is not relevant in the context of the Contract);
 - b) An administrative sanction imposed less than five years ago by the European Union or by the competent authorities of the country in which we are established, for fraud, corruption or any offense committed in the context of the procurement or execution of a market (in the event of such a sanction, we may attach to this Statement of Integrity additional information which would allow us to consider that this sanction is not relevant in the context of the Market);
 - c) A conviction pronounced less than five years ago by a judgment which has the force of res judicata, for fraud, corruption or for any offense committed in the context of the award or execution of a contract financed by AFD ;
 - 2.3 Appear on the lists of financial sanctions adopted by the United Nations, the European Union and/or France, in particular with regard to the fight against the financing of terrorism and against attacks on international peace and security;
 - 2.4 Having been the subject of a termination pronounced to our exclusive fault during the last five years due to a serious or persistent breach of our contractual obligations during the performance of a previous contract, provided that this sanction has not been the subject of a dispute on our part in progress or having given rise to a court decision invalidating the termination at our sole fault;
 - 2.5 Not having fulfilled our obligations relating to the payment of our taxes according to the legal provisions of the country where we are established or those of the country of the Client;
 - 2.6 Be subject to a decision of exclusion pronounced by the World Bank and appear as such on the list published at the electronic address <http://www.worldbank.org/debar> (in the event of a such exclusion decision, we may attach to this Integrity Statement additional information that would allow us to consider that this exclusion decision is not relevant in the context of the Contract);



2.7 Having produced false documents or been guilty of false statement(s) in providing the information required by the Client as part of this process for the award and award of the Contract.

3. We certify that we are not, and that none of the members of our consortium or our suppliers, contractors, consultants and subcontractors, are in any of the following conflict of interest situations:

3.1 Shareholder controlling the Project Owner or subsidiary controlled by the Project Owner, unless the resulting conflict has been brought to the attention of AFD and resolved to its satisfaction.

3.2 Having a business or family relationship with a member of the Employer's departments involved in the procurement process or the supervision of the resulting Contract, unless the resulting conflict has been brought to the attention of the Employer. AFD and resolved to its satisfaction;

3.3 Control or be controlled by another bidder or consultant, be under the control of the same company as another bidder or consultant, receive from another bidder or consultant or award to another bidder or consultant directly or indirectly grants , have the same legal representative as another tenderer or consultant, maintain direct or indirect contact with another tenderer or consultant allowing us to have and give access to the information contained in our respective tenders or proposals, to influence them, or to influence the decisions of the Client;

3.4 Be hired for a mission of intellectual services which, by its nature, may prove to be incompatible with our missions on behalf of the Project Owner;

3.5 In the case of a procedure aimed at awarding a contract for works, supplies or equipment:

- a) Have prepared ourselves or have been associated with a consultant who has prepared specifications, plans, calculations and other documents used in the context of the procurement procedure;
- b) Be ourselves, or one of the firms with which we are affiliated, recruited, or to be recruited, by the Client to carry out the supervision or control of the works under the Contract.

4. If we are a public institution or a public company, to participate in a competition procedure, we certify that we enjoy legal and financial autonomy and that we are managed according to the rules of commercial law.

5. We undertake to communicate without delay to the Project Owner, who will inform AFD, of any change in the situation with regard to points 2 to 4 above.

6. As part of the award and performance of the Contract:

6.1 We have not committed and we will not commit an unfair maneuver (action or omission) intended to deliberately deceive others, to intentionally conceal elements from them, to surprise or vitiate their consent or to cause them to circumvent legal or regulatory obligations and /or violate its internal rules in order to obtain an illegitimate benefit.

6.2 We have not committed and we will not commit an unfair maneuver (action or omission) contrary to our legal or regulatory obligations and/or our internal rules in order to obtain an illegitimate profit.

6.3 We have not promised, offered or granted and we will not promise, offer or grant, directly or indirectly, to (i) any Person holding a legislative, executive, administrative or judicial office within the State of the Master of Work, whether appointed or elected, permanent or not, whether remunerated or not and regardless of their hierarchical level, (ii) any other Person who exercises a public function, including for a body public or a public company, or who provides a public service, or (iii) any other Person defined as a public official in the State of the Project Owner, an undue advantage of any kind, for himself or for another person or entity, to do or refrain from doing an act in the performance of his official duties.

6.4 We have not promised, offered or granted and we will not promise, offer or grant, directly or indirectly, to any Person who directs a private sector entity or works for such an entity, in any capacity, a benefit improper of any kind, for itself or for another person or entity, so that it performs or refrains from performing an act in violation of its legal, contractual or professional obligations.

6.5 We have not committed and we will not commit any act likely to influence the procurement process to the detriment of the Client and, in particular, any anti-competitive practice the object or effect of which is to prevent, restrict or distort competition, in particular by tending to limit access to the Market or the free exercise of competition by other companies.

6.6 We, or any member of our grouping, or any of the sub-contractors will not acquire or supply equipment and will not operate in areas under embargo of the United Nations, the European Union or France.

6.7 We undertake to respect and ensure that all of our subcontractors respect the environmental and social standards recognized by the international community, including the fundamental conventions of the International Labor Organization (ILO) and the international conventions for the protection of the environment, consistent with the laws and regulations applicable to the country of performance of the Contract. In addition, we undertake to implement environmental and social risk mitigation measures when indicated in the environmental and social management plan provided by the Client.

7. We, the members of our consortium, our suppliers, contractors, consultants and subcontractors authorize AFD to examine the documents and accounting records relating to the award and performance of the Contract and to submit them for verification to auditors appointed by AFD.

Name: As: _____

Duly authorized to sign for and on behalf of: _____

Signature: _____

Dated: _____

06 SEPT 2023

Yaounde, the

THE MINISTER OF FINANCE
PROJECT OWNER OF C2D STEERING

Ampliations :

- SOPECAM (pour publication)
- ARMP (pour publication)
- DG MARKET (pour publication)
- MINFI
- CHRONO
- ARCHIVES
- AFFICHAGE



Louis Paul MOTAZE